

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Pourquoi le modèle allemand est une mode

- L'Allemagne est aujourd'hui prise en France comme exemple après le Japon, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Danemark ou l'Irlande
- Le débat public repose sur la volonté de se référer à des modèles qui ne sont pas toujours transposables



Officiellement candidat à la présidentielle depuis le 15 février, Nicolas Sarkozy a multiplié au cours des dernières semaines les références au modèle allemand, notamment à propos

Dossier

des réformes du marché du travail ou de la TVA sociale. Ce pays n'est pas le premier à être présenté en exemple dans le débat public, en France et ailleurs. Les modèles japonais, américain, britannique,

danois ou espagnol ont déjà bien servi, jusqu'à l'usure.

Dans un entretien au *Monde*, à *El Pais* et à *La Repubblica*, en juin 2004, Jean-Claude Trichet, à l'époque président de la Banque centrale européenne (BCE), jugeait que l'écart de productivité expliquait la plus forte croissance américaine – refusant le rôle des déficits budgétaires ou du dollar faible – et appelait à des réformes structurelles : « Vous observez, par exemple, en Irlande et aux Pays-Bas ou, en dehors de la zone euro mais avec la même politique monétaire que

nous, au Danemark, que des réformes structurelles acceptées par tous les partenaires sociaux ont permis de réduire considérablement le chômage des jeunes. » Il se désolait que la France n'ait pas suivi la flexibilité du modèle irlandais. Et dans les nombreux entretiens « off » qu'il accordait, il assurait qu'il y avait une manière libérale de défendre les « réformes structurelles », en invoquant les résultats du modèle britannique et irlandais, et une manière sociale-démocrate, à travers le modèle scandinave.

Depuis, beaucoup de châteaux

de cartes se sont effondrés, et c'est aujourd'hui l'Allemagne qui fait l'objet de toutes les attentions. La mode des modèles n'est pas seulement française mais elle sévit particulièrement chez nous. Mélangant parfois demi-vérités et partis pris, elle peut servir à justifier des réformes supposées déjà éprouvées. Au risque de plaquer sur des réalités différentes des mesures pas nécessairement représentatives de l'exemple que l'on prétend suivre.

Adrien de Tricornot
►►► Lire la suite page 4

L'éclairage de Martin Wolf page 2



Le sort de la Grèce est un signal d'alarme pour la construction européenne

Chronique p. 3

« Facebook, la Saint-Valentin et la Bourse », par P. Seabright

Stratégie page 6

SilkRoad déploie les réseaux sociaux dans les entreprises

Jean Pisani-Ferry



Qui a perdu la Grèce ?



A défaut d'un accord avec ses créanciers privés et ses bailleurs de fonds publics, Athènes ne pourra pas faire face à la prochaine échéance de sa dette le 20 mars. Même si, comme c'est probable, une solution est trouvée in extremis, beaucoup pensent que ce sera seulement partie remise, que la Grèce ne mettra pas en œuvre l'austérité promise et finira soit par décider de sortir de l'euro, soit par être expulsée après avoir fait défaut. La Haye, Helsinki et Berlin s'interrogent à haute voix sur l'utilité de conserver la Grèce dans l'euro, à Athènes l'exaspération ne cesse d'augmenter, et l'acrimonie des controverses commence à évoquer fâcheusement les disputes financières des années 1920 sur les réparations allemandes.

« Who lost China? », s'interrogeaient les stratèges américains des années 1950. Les Européens risquent bientôt de se demander qui a perdu la Grèce. La réponse est d'abord : les Grecs. L'irresponsabilité des dirigeants politiques atteint des sommets, le clientélisme gangrène l'Etat, l'indice de corruption de l'ONG Transparency International place le pays au 80^e rang mondial et, en septembre 2011, l'administration fiscale n'avait effectué que 31 des 75 contrôles fiscaux sur les hauts revenus qu'elle s'était engagée à pratiquer dans l'année. Il serait cependant trop facile d'exonérer les Européens de leurs propres responsabilités. Leur première erreur a été de procrastiner pendant des mois, pour finir par mettre sur pied un programme d'assistance irréaliste qui prévoyait le retour du pays sur le marché international dès 2013. On sait qu'il lui faudra des années, une décennie peut-être, pour se réformer et résorber ses déséquilibres.

Deuxième erreur, l'incohérence de la réponse à la crise des finances publiques. Deux stratégies étaient possibles : soit organiser précocement une réduction de la dette, de manière à restaurer rapidement la solvabilité ; soit socialiser la dette pour préserver la réputation collective des Européens. L'une et l'autre étaient cohérentes, mais Berlin et Paris se sont entendus sur une combinaison des deux qui ne l'était pas : prétendre que le pays était solvable, tout en lui prêtant à des taux d'intérêt punitifs qui aggravaient sa situation. Il a fallu un an et demi pour renoncer à cette politique. La pondération des objectifs a été la troisième erreur. Dès le début, le Fonds monétaire international (FMI) a diagnostiqué un double problème, de finances publiques et de compétitivité, mais l'accent a été mis sur le premier et l'on s'est contenté d'espérer que les réformes structurelles résolvent le second.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication
■ Santé ■ Industries et technologies
■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 10
Consultez notre site : www.lemonde.fr

La revue *Regards croisés sur l'économie* a demandé à de jeunes économistes talentueux, couronnés par le prix *Le Monde/Cercle des économistes*, d'expliquer les implications concrètes de leurs recherches, dans un langage accessible à tous.



Un ouvrage exceptionnel, loin de tous les stéréotypes

200 pages, 14 €

Yann Algan - Bruno Amable - Pierre Cahuc - Esther Dufo - Xavier Gabaix - Pierre-Olivier Gourinchas - Pierre-Cyrille Hautcoeur - Elys Jouini - Philippe Martin - Thierry Mayer - Thomas Philippon - Thomas Piketty - Romain Rancière - Emmanuel Saez - David Thesmar - Étienne Wasmer

La Découverte - www.editionsladecouverte.fr

Qui a perdu la Grèce ?

Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Le gouvernement a investi son maigre capital politique dans l'ajustement budgétaire plutôt que dans la construction d'une économie compétitive. Deux ans plus tard, le programme en cours de finalisation inverse l'ordre des priorités, place compétitivité et croissance au premier rang, et retarde l'achèvement de la consolidation budgétaire. Que ne l'a-t-on fait plus tôt ? Puis, rien de sérieux n'a été entrepris pour la croissance. Un programme d'ajustement récessif n'empêche pas de chercher à mobiliser les instruments d'un redressement économique.

Athènes pouvait en principe compter sur une enveloppe importante de fonds de développement régional inscrits au budget de l'Union européenne (UE), mais sous-consommés faute de cofinancement local. Il a fallu attendre l'été 2011 pour qu'on songe à les utiliser en appui du redressement. Enfin, la dernière erreur des Européens a été une certaine indifférence à l'équité dans la répartition de la charge des efforts. On comprend que le Fonds monétaire international (FMI), institution technocratique, n'aille guère au-delà de la macroéconomie. Mais l'UE est une entité politique qui a fait de la justice sociale l'un de ses objectifs fondamentaux. Elle ne peut réclamer une baisse du salaire minimum et tenir pour secondaire le fait que l'évasion fiscale des 10 % supérieurs se traduise par une perte d'un quart des recettes de l'impôt sur le revenu. Il ne faut pas reprocher aux Européens d'imposer l'austérité aux Grecs, contrepartie nécessaire d'un effort financier considérable. Un pays dont les déséquilibres sont aussi prononcés doit passer par une extrême rigueur. Ce qu'il faut leur reprocher, c'est un programme tardif, mal conçu et inéquitable. Si l'on a un jour se demander qui a perdu la Grèce, l'Europe n'échappera pas à l'examen de conscience.

Jean Pisani-Ferry, économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débats sur les politiques économiques en Europe. Courriel : chronique@pisani-ferry.net



Par Martin Wolf

Pourquoi un pays comme la Grèce, qui représente à peine plus de 2% du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro, cause-t-il tant de soucis ? Ne serait-il pas préférable de laisser la Grèce faire défaut et sortir de la zone euro plutôt que de s'entêter à accorder une telle attention à un calvaire qu'elle s'est en grande partie infligé ?

Que la Grèce finisse en effet par sortir de la zone euro est à présent loin d'être impensable. Dans une note collective publiée récemment, Willem Buiter, chef économiste chez Citigroup et ferme partisan du projet de l'euro, estime que la probabilité de voir la Grèce sortir de la zone euro au cours des dix-huit prochains mois atteint désormais 50%. « Cela est essentiellement dû, précisent les auteurs, au fait que nous pensons que la volonté des créanciers de continuer à soutenir la Grèce en dépit du constat que celle-ci ne se plie pas aux conditions de ce soutien a substantiellement diminué. » Mais ils jugent aussi que le coût, pour la zone euro, d'une sortie de la Grèce serait aujourd'hui moins élevé qu'il ne l'était. Ils en concluent que la probabilité de voir se produire une telle sortie a augmenté dans une proportion équivalente.

Examinons les questions que toute personne sensée devrait se poser au sujet des difficiles négociations avec la Grèce.

La Grèce peut-elle tomber d'accord avec les créanciers sur la restructuration de sa dette, avec la « troïka » (Commission européenne, Fonds monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE) – sur la participation de

L'éclairage Le fait qu'un si petit pays puisse causer de tels soucis résonne comme un signal d'alarme pour la construction européenne

Athènes, le canari de la mine

cette dernière et enfin avec les créanciers publics sur un second plan de sauvetage ? Tout cela, en outre, peut-il se réaliser avant la date du prochain amortissement des obligations, soit le 20 mars ?

Il est probable que oui. Dans ce cas, un défaut désordonné serait au moins retardé. On peut citer trois raisons en faveur d'une telle issue : malgré la fureur populaire, les politiciens grecs sont en grande majorité convaincus qu'il est souhaitable que leur pays reste dans la zone euro ; malgré une défiance quasi généralisée, les poids lourds de la zone euro redoutent un défaut désordonné et une sortie probable ; le FMI, enfin, pense qu'un programme fondé sur des réformes structurelles fortes plutôt que sur

2020, cela représenterait pour l'Etat grec un fardeau beaucoup trop lourd. Il est quasiment certain dans ces conditions qu'une nouvelle réduction de la dette s'avérerait nécessaire dans les années futures, même si tout se déroulait de manière parfaite. Ce qui ne sera pas le cas.

La Grèce a fait des progrès depuis le début de la crise. Son déficit budgétaire primaire (avant paiement des intérêts) est passé de 10,6% du PIB en 2009 à, selon les estimations, 2,4% seulement en 2011, proche du point où Athènes n'aura à emprunter que pour reconduire et honorer le service de ses dettes. Mais cela ne suffit pas. La Grèce a aussi besoin d'un apport substantiel de devises pour combler les déficits de ses comp-

né et une sortie probable de la zone euro – serait un saut dans l'inconnu. Le pays devrait mettre en place et appliquer, au moins temporairement, un contrôle des changes. Il devrait gérer une restructuration complexe de ses dettes publiques et privées, affronter une énorme dépréciation de la nouvelle drachme, et donc une flambée de l'inflation. Il devrait renégocier sa place dans l'Union européenne. Il subirait enfin une très forte chute de son PIB et de ses revenus réels. Cela vaudrait-il mieux que de persévérer dans la voie actuelle ? Probablement pas, mais qui peut en être sûr ?

Le programme additionnel pour la Grèce serait-il dans l'intérêt du reste de la zone euro et, au-delà, du monde ? Réponse : sans doute oui, mais ce n'est pas certain. L'argument pour est qu'un défaut désordonné de la Grèce, suivi de sa sortie probable de la zone euro, serait susceptible de susciter la panique ailleurs dans la zone, et qu'empêcher cela en aidant Athènes coûte relativement peu au regard des coûts qui seraient engendrés par un tel désordre. Ceux qui, au contraire, sont hostiles à ce programme affirment que la zone euro a les moyens d'empêcher la panique de se propager, même après un effondrement de la Grèce, en particulier si la BCE et les gouvernements sont disposés à agir de façon décisive face à une éventuelle ruée sur les banques et les Etats d'autres pays. Mais un autre argument défavorable, et qui ne doit pas être pris à la légère, est qu'il serait préférable de cesser de clamer que les programmes en faveur de la Grèce vont réussir, et ainsi de faire savoir clairement que leur

échec aurait des conséquences.

Que nous enseigne le feuilleton grec au sujet de la zone euro ? La Grèce, même si elle est une épine dans le pied européen, ne saurait être décisive pour l'avenir de la monnaie unique. Il n'en reste pas moins que le fait que ce pays économiquement faible et chroniquement malgré puisse causer de tels soucis souligne la fragilité de la structure européenne. La Grèce, c'est un peu le canari dans la mine. La raison pour laquelle elle a créé de telles difficultés est que ses problèmes ne sont pas uniques, mais extrêmes. L'épreuve qu'elle traverse montre que la zone euro est encore à la recherche d'une formule mêlant flexibilité, discipline et solidarité susceptible de fonctionner.

La zone euro est encore dans les limbes : elle n'est pas suffisamment intégrée pour que son éclatement soit inconcevable, elle l'est déjà trop pour qu'un éclatement soit tolérable. En vérité, la meilleure garantie de sa survie réside dans le coût de son éventuel éclatement. Cela s'avérera peut-être suffisant. Mais, si la zone euro entend être autre chose qu'un mariage raté qui ne subsiste qu'en raison du coût affolant qu'entraînerait un partage des actifs et des dettes, elle doit s'édifier sur quelque chose de beaucoup plus positif. Vu les divergences économiques et les frictions politiques qu'a si crûment révélées cette crise, est-ce désormais possible ? C'est la question la plus difficile de toutes.

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times » © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

La meilleure garantie de la survie de la zone euro réside dans le coût de son éventuel éclatement

un nouveau resserrement budgétaire massif ou des privatisations tous azimuts pourrait, au moins théoriquement, fonctionner.

Un tel programme aurait-il les moindres chances de marcher ? Comme le souligne le texte de Citigroup, la réponse est non. « Et cela, en premier lieu, parce qu'une éventuelle restructuration (...) ne permettrait probablement pas à l'Etat grec de ramener le montant de sa dette publique à 120% du PIB en 2020 – qui est l'un des objectifs assignés au second plan de sauvetage grec – et, en second lieu, parce que, même si la Grèce arrivait par miracle à enregistrer une dette publique n'équivalant qu'à 120% du PIB en

tes courants, même sans tenir compte des intérêts extérieurs sur sa dette publique.

Les réformes structurelles envisagées généreraient-elles une économie assez dynamique et, surtout, l'amélioration des exportations nettes nécessaire pour financer les importations indispensables, dans des conditions proches du plein-emploi ? La réponse, en dépit de certaines améliorations de la compétitivité, est que cela ne se fera pas rapidement, même s'il est possible d'y parvenir.

Un tel programme est-il dans l'intérêt même de la Grèce ? L'élite politique grecque pense que oui. L'alternative – un défaut désordon-

Le livre Dé-lobbying

Le story telling des banques – l'histoire qu'elles nous racontent sur leur rôle dans le financement de l'économie réelle ou leur volonté de mettre de l'ordre dans leurs pratiques – a sa face cachée : le lobbying auprès des décideurs politiques qui clament leur volonté de les réguler.

Ancien journaliste économique, député européen (Europe écologie) et vice-président de la commission spéciale sur la crise financière, Pascal Canfin est un des rares parlementaires à maîtriser les enjeux très techniques des négociations qu'il mène avec ces groupes d'intérêt. Et il a été à l'origine de la création récente de l'organisation non gouvernementale Finance Watch, qui vise précisément à expertiser et rééquilibrer le discours financier dominant.

Dans ce livre clair, accessible à tous, il explique la partie traditionnellement la moins transparente des discussions avec le secteur privé, démontant ou relativisant point par point le lobbying de la finance. Au passage, il donne aussi son propre point de vue d'acteur des négociations européennes, loin des déclarations de victoire

d'après sommet... Ainsi, résume M. Canfin, « l'histoire selon laquelle la France serait le fer de lance mondial de la régulation du capitalisme est donc une belle fable à usage interne. La réalité est plus banale : la France pousse parfois dans le bon sens (sur les produits dérivés ou la taxe sur les transactions financières), elle est parfois neutre (sur les CDS [credit default swaps] ou les paradis fiscaux) et parfois un frein (sur les bonus et les réformes bancaires) ».

Mais l'objet principal du livre reste bel et bien de nous expliquer « pourquoi il ne faut presque jamais croire » l'histoire racontée par les banques, en France ou ailleurs, mais aussi par les agences de notation, sur leur responsabilité dans la crise actuelle et sur les arguments qu'elles avancent pour s'opposer à de nouvelles règles. Les banques françaises n'ont rien coûté au contribuable ? Les banques ne sont pour rien dans la crise ? Les réformes risquent de les étouffer et de nuire à l'économie ? On en doute encore plus sérieusement après avoir lu l'ouvrage de Pascal Canfin.

Adrien de Tricornot



Les acteurs de l'économie Jean-Marc Daniel Vincent Auriol, l'autre ennemi de la finance

Les rapports entre la finance et la gauche sont par nature mauvais, du moins dans les discours. Si la campagne présidentielle actuelle semble devoir le confirmer, déjà à l'époque du Front populaire, la situation était tendue. Cette tension a été illustrée par une formule célèbre de Vincent Auriol, alors ministre des finances du gouvernement Blum. En effet, en juin 1936, Auriol déclare à la Chambre des députés : « La Bourse, je la ferme, les boursiers, je les enferme... »

Vincent Auriol est né le 27 août 1884 à Revel, en Haute-Garonne. Après des études de droit, il devient avocat à Toulouse. Elu député socialiste de la Haute-Garonne aux élections législatives de 1914, il s'impose comme le spécialiste économique du groupe parlementaire de son parti. En 1922, lors d'une réunion des socialistes européens, il propose la création d'un Office international de la reconstruction qui recevrait les versements allemands prévus par le traité de Versailles et qui emprunterait sur les marchés pour accélérer le financement de la reconstruction. Les emprunts de

cet office seraient garantis par les vainqueurs, notamment la France et l'Angleterre.

Si on ne parlait pas à l'époque d'eurobonds, l'idée était déjà là... Président de la commission des finances au moment du Cartel des gauches entre 1924 et 1926, il est le ministre des finances incontestable du retour de la gauche au pouvoir lors de la victoire du Front populaire de 1936. Il exerce ses fonctions de juin 1936 à juin 1937.

Attaqué par la droite

Attaqué par la droite qui l'accuse de provoquer par sa politique la panique et de faire chuter la Bourse, il prononce alors avec emphase sa phrase sur les boursiers qui entre dans la légende. Malgré la caricature facile que suscitent ses propos et son accent du Sud-Ouest, il assume avec détermination sa mission. Favorable au réajustement du taux de change pour rompre avec la politique de déflation menée par Pierre Laval avant 1936, il condamne néanmoins en principe les dévaluations compétitives et la « guerre monétaire ».

À l'automne 1936, le « franc Auriol » se substitue au « franc

Poincaré » : le franc perd 30 % de sa valeur et son taux est défini par rapport à la livre et au dollar. Mais, en mars 1937, Auriol exige du président du conseil, Léon Blum, le refus d'une nouvelle dévaluation, écarte l'idée d'un contrôle des changes et met en place le gel des dépenses publiques pour contenir la demande et donc le déficit extérieur. Il s'oppose à l'aile gauche de son parti qui réclame une politique plus dirigiste et plus protectionniste. Son argument est que le repli sur soi augmenterait les prix et amputerait le pouvoir d'achat. Il se heurte aussi à cette aile gauche pour avoir accru le contrôle de l'Etat sur la Banque de France sans être allé jusqu'à sa nationalisation. Malgré cette modération, c'est sa politique qui provoque la chute du gouvernement Blum en juin 1937 après les accusations d'aventurisme financier portées par le Sénat.

Ayant voté contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, il est un des acteurs-clés de la Libération et devient le premier président de la IV^e République en 1947. En 1954, écarté par les chamaille-ries qui caractérisent la politique

sous son septennat, il ne se représente pas et prend du recul. Son dernier acte est de soutenir François Mitterrand à l'élection présidentielle de décembre 1965, juste avant sa mort, qui survient le 1^{er} janvier 1966.

Jean-Marc Daniel, professeur à l'ESCP-Europe.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire :
Erik Izraelwicz

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-press Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France